

Les sites Unesco les plus menacés par le réchauffement climatique

- Situation préoccupante
- Situation alarmante



SOURCE: UNION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE.

L'INFOGRAPHIE

Climat: « Ce n'est pas fichu, mais... »

En pleine COP23, Laurent Fabius, l'architecte de l'accord de Paris, sort de sa réserve. Il s'inquiète du retard pris dans la réalisation des promesses pour limiter le réchauffement.

PROPOS RECUEILLIS PAR EMILIE TORGEMEN

DANS SON BUREAU du Conseil constitutionnel, dont il est devenu président, Laurent Fabius a gardé en bonne place le fameux marteau en bois vert qu'il avait abattu pour clore la COP21 en 2015. « C'est un petit marteau, mais il peut faire de grandes choses », disait-il. L'ambiance était alors à la liesse et l'accord de Paris fixait comme objectif de limiter le réchauffement global sous 2 °C, si possible sous 1,5 °C d'ici à la fin du siècle.

Deux ans plus tard, les pays signataires réunis à Bonn (Allemagne) pour la COP23 semblent avoir la gueule de bois. Et Laurent Fabius sort aujourd'hui exceptionnellement de la réserve que lui impose son poste pour tirer la sonnette d'alarme.

Pourquoi allez-vous à Bonn aujourd'hui ?

LAURENT FABIUS. Je vais porter un message très clair : sur la question du réchauffement climatique, il y a aujourd'hui alerte rouge. Il faut mobiliser davantage et plus rapidement.

LES TROIS PROCHAINES ANNÉES SONT DÉCISIVES. APRÈS 2020, IL SERA TROP TARD.
LAURENT FABIUS



Paris, le 9 novembre. Laurent Fabius, dans son bureau au Conseil constitutionnel.

Compte tenu de mon rôle lors de la COP21 et de mon implication dans le projet de pacte mondial pour l'environnement, l'ONU Environnement a souhaité me décerner le titre honorifique et bénévole de haut référent pour la gouvernance environnementale. Concernant la COP, je n'ai plus de rôle opérationnel, mais je reste un référent.

L'ONU Environnement dénonce dans un rapport une situation catastrophique... Effectivement, ce rapport pointe le fossé entre d'un côté les engagements pris par les Etats et de l'autre ce qu'il faudrait réellement faire pour rester sous les 2 °C voire 1,5 °C. Rappelez-vous que l'accord historique de Paris avait prévu que les signataires revoient

régulièrement à la hausse leurs engagements. Sans la COP21, on atteindrait 4 ou 5 °C d'augmentation, mais la trajectoire actuelle nous amènerait tout de même à une hausse de 3 °C. C'est beaucoup trop.

Après le retrait des Etats-Unis, deuxième pays émetteur de gaz à effet de serre, peut-on encore y arriver ?

Ce n'est pas fichu mais la fenêtre de tir est désormais très réduite. Les trois prochaines années sont décisives. Après 2020, il sera trop tard. Notamment parce que, une fois émis dans l'atmosphère, les gaz à effet de serre ne disparaissent pas par magie. Dans ce contexte, la décision du président américain est un contresens scientifique et historique, qui a déjà causé des dégâts, en parti-

culier financiers, puisque la première puissance économique mondiale a annulé des financements qu'elle avait promis, notamment aux pays en développement. Par ailleurs, il faut éviter que certains signataires s'abritent derrière ce mauvais exemple pour en faire beaucoup moins.

La COP23 peut-elle aider les 23,5 millions de personnes déplacées en 2016 à cause du changement climatique ?

Le sujet est très important et malheureusement encore insuffisamment traité. Je me souviens, il y a quelques années, au Bangladesh, j'avais rencontré une vieille femme qui m'avait dit avoir dû déménager neuf fois à cause de la montée des eaux ! Que fait-on pour elle et pour tous les

autres ? Beaucoup trop peu.

Vous portez le projet de pacte mondial pour l'environnement. Quel intérêt par rapport aux COP ?

C'est une initiative complémentaire, plus large que la question du réchauffement. Il s'agit d'un traité international sur les droits et devoirs que les Etats signataires devraient respecter en matière environnementale. De ce pacte découleraient par exemple la reconnaissance du principe pollueur-payeur ou encore le droit des citoyens à demander des comptes aux Etats concernant le respect de l'environnement. Plusieurs dizaines de pays y travaillent. Le président Macron a fixé comme objectif une adoption en 2020. Ce serait un progrès majeur.

Les émissions de CO₂ repartent à la hausse

ON POUVAIT DIFFICILEMENT imaginer pire signal. En dépit des promesses des Etats à l'accord de Paris, une étude publiée hier démontre que les émissions de CO₂ repartent à la hausse cette année pour la première fois depuis trois ans.

Les quatre-vingts scientifiques du Global Carbon Project, qui collectent des données dans le monde entier, estiment que 2017 atteindra un niveau record à 41 milliards de tonnes. C'est essentiellement dû à la combustion du charbon et du pétrole, à l'industrie et à la déforestation. « Une grande décep-

tion », souligne l'une des auteurs, Corinne Le Quééré, de l'université East Anglia.

15 000 SCIENTIFIQUES ALERTENT SUR L'ÉTAT DE LA PLANÈTE

Le principal responsable du boum du CO₂ est la production industrielle chinoise qui repart. Avec 10,2 gigatonnes, soit plus du quart des émissions mondiales, le pays est de loin le premier pollueur. Viennent ensuite les Etats-Unis (5,3 Gt) et l'Inde (2,4 Gt). La France arrive à la 19^e place. Hier, 15 000 scientifiques (biologistes, chimistes, agrono-

mes, physiciens, astronomes, zoologistes...) de 184 pays ont publié une alerte solennelle dans la revue « BioScience », reprise dans « le Monde ». « Il sera bientôt trop tard pour dévier de notre trajectoire vouée à l'échec, et le temps presse. Nous devons prendre conscience [...] que la Terre, avec toute la vie qu'elle recèle, est notre seul foyer. » Alors qu'on attend Emmanuel Macron et Angela Merkel à la COP23 demain, les ONG espèrent que le couple franco-allemand fera des annonces pour booster les énergies renouvelables. **É.T.**